

Journal de 19 heures

Au Burundi comme au Rwanda, une forte minorité de l'ethnie tutsi revendique une part du pouvoir aux mains des Hutu. Les auteurs de l'attentat pourraient être justement des Tutsi

Élise Lucet, Mémona Hintermann

France 3, 7 avril 1994

L'attentat d'hier [6 avril] risque bien d'embraser très vite ces pays de collines.

[Élise Lucet :] [...] Premier ministre du Rwanda et trois observateurs militaires de l'ONU ont été tués. Commentaire Mémona Hintermann.

[Mémona Hintermann :] Le général Habyarimana : un étrange regard bleu marine et une main de fer. Il dirigeait le Rwanda depuis un coup d'État en 73 [diffusion d'une image d'archives montrant Juvénal Habyarimana en pleine interview]. Le Président du Burundi Ntaryamira, un jeune homme de 39 ans élu en janvier, son prédécesseur ayant été assassiné dans une tentative de coup d'État [diffusion également d'une image d'archives où l'on voit Cyprien Ntaryamira donner une interview]. Point commun des deux chefs d'État : ils étaient Hutu, l'ethnie majoritaire au Burundi et au Rwanda. Ils rentraient précisément d'un sommet en Tanzanie, un sommet pour tenter de trouver un règlement aux guerres ethniques qui ensanglantent les deux pays [diffusion d'images d'archives montrant notamment des réfugiés dans une église].

Au Burundi comme au Rwanda, deux ex-colonies belges, une forte minorité de l'ethnie tutsi revendique une part du pouvoir aux mains des Hutu [diffusion d'une carte d'Afrique puis d'une carte de la région des Grands lacs localisant le Rwanda et le Burundi]. Les auteurs de l'attentat pourraient être justement des Tutsi. Ils ont eu la promesse, par des accords signés au mois

d'août, de jouer un rôle au Rwanda [diffusion d'images d'archives de réfugiés]. Mais ces accords sont restés lettre morte.

Depuis octobre, la situation entre Tutsi et Hutu est à nouveau explosive. Les massacres ont répondu aux massacres au Burundi. Et l'armée burundaise, presque exclusivement tutsi, a réprimé très durement les affrontements avec la population [on voit notamment deux militaires mettre en joue un civil]. Plus de 700 000 personnes ont dû fuir et sont devenues des réfugiés.

L'attentat d'hier [6 avril] risque bien d'embraser très vite ces pays de collines. La France s'inquiète : Paris étudie le rapatriement des Français au Rwanda. L'armée française au Centrafrique a été mise en alerte, comme à chaque fois qu'un élément déstabilisateur survient dans la zone d'influence française du continent [diffusion d'images d'archives de réfugiés].